

## **J-5 avant les régionales, l'UMP veut donner de bonnes raisons d'aller voter**

© AFP - Fred Dufour



Plusieurs dirigeants de l'UMP et Valérie Pécresse, tête de liste en Ile-de-France, ont appelé mardi soir à Colombes à "faire mentir les sondages" à cinq jours du premier tour des régionales, alors qu'ils sont donnés largement battus dans les sondages. Lors de l'avant-dernier meeting de campagne mardi soir dans les Hauts-de-Seine, Valérie Pécresse, s'est adressée à "ceux qui doutent, qui hésitent" à "se déplacer dimanche".

"Je veux leur donner trois bonnes raisons d'aller voter et de le répéter autour de vous. Dites leur que l'abstention c'est la galère des transports encore 6 ans, c'est l'inaction face à la crise, et encore le déni des problèmes de sécurité pendant six ans", a-t-elle dit, applaudie par une salle d'environ 700 personnes lors d'un meeting public.

Désignant de façon sous-entendue l'abstention comme ennemie à combattre, la ministre de l'Enseignement supérieur a déclaré : "nous avons tous un projet en Ile-de-France, chaque voix va compter dimanche, nous avons besoin de chacun d'entre vous, besoin que vous nous aidiez à mobiliser et à convaincre ensemble".

Présent à la tribune, le député Nouveau Centre André Santini, tête de liste dans les Hauts-de-Seine, a lancé: "vous allez faire mentir les sondages. Jean-Paul Huchon (président PS sortant de la région et candidat pour un 3e mandat) a piqué des pans entiers du programme de Valérie (Pécresse)".

Commettant un lapsus, il a ajouté: "douze ans de huchonnerie, ça suffit, aujourd'hui notre majorité est unie, solitaire. La salle l'a corrigé en le reprenant : "solidaire"!, a-t-elle rectifié. "Alzheimer quel est ton prénom déjà?", a demandé sur le mode de l'humour le député, connu pour sa faconde.

"On ne peut pas aller plus bas, on va remonter chers amis. Nous allons attaquer, vous verrez dimanche soir", a encore dit André Santini.

Le président du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian (UMP), s'est déclaré "à moitié étonné que les sondages soient mauvais". "La campagne n'a pas encore commencé. Si on interroge les habitants d'Ile-de-France sur les sujets comme les transports, c'est unanime, l'insatisfaction est totale", a-t-il affirmé.

Les candidats ont beaucoup parlé de la question des transports, sujet phare de la campagne, critiquant l'"immobilisme" de Jean-Paul Huchon pendant les 12 ans de sa présidence de la Région Ile-de-France.

## La campagne patine à droite

Article paru dans l'édition du 10.03.2010

Jean-Paul Huchon éclate de rire. Quand, ce vendredi 19 février, Martine Aubry lui raconte au téléphone qu'elle a convaincu *Paris Match* d'illustrer, par une photo de lui, un reportage sur les personnalités qui incarnent "*l'avenir et la relève*" au Parti socialiste, le patron de l'Ile-de-France est hilare. A 63 ans, celui qui tient les manettes de la région depuis 1998 s'amuse de ce soudain succès médiatique.

Si les sondages disent vrai, l'ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, aujourd'hui proche de Dominique Strauss-Kahn, devrait décrocher un troisième titre de président de la première région de France. Lui qui, au congrès de Reims en novembre 2008, a soutenu la candidature de M<sup>me</sup> Aubry à la tête du PS, a déjà prévu de présenter sa victoire probable comme le "*signal de la reconquête*" du PS en vue de l'élection présidentielle de 2012.

Pourtant, tout n'était pas rose au départ. Partis sous leurs propres couleurs, les écologistes ont d'emblée affiché leur ambition d'arriver les premiers, devant le PS, au premier tour, le 14 mars. Au début de la campagne, Cécile Duflot, tête de liste régionale d'Europe Ecologie, n'en doutait pas. "*Arriver à la tête d'une région pour changer les choses en matière d'emploi, se poser la question des transports, de la ruralité, ça m'intéresse !*", déclarait-elle au *Monde*, le 7 décembre 2009. Deux jours plus tôt, elle avait confié au *Monde Magazine* qu'elle n'avait vraiment pas une "*tête à être vice-présidente de Jean-Paul Huchon*".

Tout en s'efforçant d'asseoir sa crédibilité de présidente potentielle, M<sup>me</sup> Duflot a soigné la composition de ses listes. La secrétaire nationale des Verts a débauché des personnalités de la société civile jouissant d'une relative notoriété comme Augustin Legrand, président des Enfants de Don Quichotte, attiré d'anciens socialistes comme l'économiste Pierre Larrourou, ou l'ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, Robert Lion, et enrôlé des élus communistes comme Stéphane Gatignon, le maire de Sevran (Seine-Saint-Denis). "*Leur casting est à l'image de la société, le nôtre ressemble au parti*", déplore Pascal Joseph, conseiller municipal (PS) parisien, maire adjoint du 20<sup>e</sup> arrondissement. M. Huchon met en avant sa capacité "*à bien gérer*" la région et il s'est engagé, s'il est réélu, à "*conjuguer trois exigences*" très consensuelles : "*La justice sociale, l'impératif écologique, l'ambition économique*". Les candidats d'Europe Ecologie ont, pour leur part, axé leur programme sur la "*conversion écologique de l'économie*", ce qui leur permet de se démarquer des propositions socialistes.

Face à l'UMP, le président sortant n'avait pas que des atouts. La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Valérie Pécresse, s'était engagée dans la bataille lestée d'une réputation de battante depuis le long conflit engagé par les universitaires contre sa réforme de l'enseignement supérieur. Désignée en mars 2009, au terme d'une primaire interne particulièrement difficile, l'élue des Yvelines a entrepris de renouveler les listes "*en profondeur*" et de donner à sa campagne une image "*peps et moderne*" en s'appuyant sur trois secrétaires d'Etat, Chantal Jouanno (écologie), tête de liste à Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet (économie numérique), tête de liste en Essonne, et Rama Yade (sports), candidate dans les Hauts-de-Seine.

Nicolas Sarkozy, qui a contribué à organiser ce quadrige féminin, s'est aussi occupé de régler d'autres détails importants. L'Ile-de-France comptant 600 000 habitants originaires de l'outre-mer, le chef de l'Etat a imposé, à Paris, Patrick Karam, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer. L'Elysée a aussi placé Bruno Beschizza, secrétaire général du syndicat d'officiers de police, Synergie, réputé proche du président, en tête de la liste en Seine-Saint-Denis. Enfin, avec André Santini dans les Hauts-de-Seine et Laurent Lafon dans le Val-de-Marne, le Nouveau Centre a obtenu deux têtes de liste.

Mais six départements franciliens sur huit sont à gauche. Pour espérer reprendre la région, M<sup>me</sup> Pécresse n'avait pas droit à l'erreur. Or l'affaire Soumaré est venue percuter sa campagne. Les accusations portées par le maire (UMP) de Franconville (Val-d'Oise), François Delattre, relayées par Axel Poniatowski, tête de liste (UMP) dans le département, présentant Ali Soumaré, tête de liste socialiste, comme un "*repris de justice multirécidiviste*", se sont révélées en partie infondées. M<sup>me</sup> Pécresse s'est vue contrainte de "*condamner*" une démarche dont elle a souligné qu'elle ne correspondait "*ni à sa conception de la politique ni à ses valeurs*".

Ces dérapages n'ont pas été du goût du chef de l'Etat qui a convié à l'Elysée, mardi 2 mars, M<sup>me</sup> Pécresse ainsi que les têtes de liste départementales et le patron de l'UMP, Xavier Bertrand, à une séance de recadrage, suscitant l'ironie du PS vis-à-vis de la "*candidate sous tutelle*". Pour faire oublier l'épisode, la tête de liste de l'UMP matraque de plus belle "*le maigre bilan de M. Huchon*", son "*inaction*", sa "*passivité*" et son "*immobilisme*". A la demande insistante de Nicolas Sarkozy, elle tente aussi de faire exister dans la campagne, à travers la question ultrasensible des transports, le projet gouvernemental du Grand Paris. Mais la tâche est difficile dans la mesure où la traduction concrète de ce projet est fort lointaine.

M. Huchon devrait réunir, sans difficulté, une majorité autour du PS au soir du 21 mars. A la différence de la droite qui manque de réserves pour le second tour. En 2004, l'UDF, emmenée par André Santini, avait réuni 16,12 % des suffrages au premier tour. Par comparaison, le candidat du MoDem, Alain Dolium, inconnu et dépourvu de tout mandat électif, est crédité d'environ 4 % des intentions de vote dans les sondages. M. Huchon, en revanche, peut compter sur le ralliement de Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche, et sur celui des écologistes. Ces derniers ont néanmoins bien l'intention de mener jusqu'au bout des discussions serrées avec les socialistes pour augmenter leur poids dans la future assemblée régionale. Ils disposent de 28 sièges, ils en espèrent "*une quarantaine*".

**Béatrice Jérôme**



10/03/2010

## UMP (+ 2) et PS à égalité au 1<sup>e</sup> tour, rapport de forces favorable au PS au 2<sup>e</sup> tour

© AFP/Archives - Boris Horvat



UMP-NC et PS seraient à égalité au 1<sup>er</sup> tour des régionales avec 29,5% d'intentions de vote, mais "un rapport de forces très favorable" à la gauche rend très probable un vote sanction contre la majorité présidentielle, selon un sondage Ifop pour Paris-Match diffusé mardi.

Par rapport à un précédent sondage Ifop des 25 et 26 février pour La lettre de l'Opinion, le PS cède 1,5 point et les listes UMP-NC en gagnent 2, indique le sondage.

"En dépit de l'union des mouvements de droite parlementaire et de la désunion des formations de la gauche, il demeure une incertitude entre le PS et l'UMP quant à l'ordre d'arrivée au soir du 14 mars", écrit l'Ifop. "Les intentions de vote en faveur de l'UMP et ses alliés s'avèrent inférieures au score de la droite parlementaire aux élections régionales de 2004 (34,5%)".

En revanche, la totalisation des intentions de vote en faveur des listes de gauche s'établit à 52% contre 39,5% pour les listes de la droite parlementaire et de l'extrême droite, relève l'Ifop. Il souligne aussi que trois électeurs écologistes sur 10 des élections européennes voteraient le 14 mars en faveur du PS.

"Cette situation doublée de la capacité du Front National à se maintenir et provoquer des triangulaires au second tour dans une dizaine de régions et des insuffisantes réserves de voix susceptibles de bénéficier à l'UMP fragilise fortement cette dernière", poursuit l'institut.

Les listes Europe Ecologie totaliseraient 12% des intentions de vote, contre 13% les 25/26 février. Le Front national s'établit à 9% (-0,5%), et le Front de gauche (Parti communiste et Parti de gauche) 6% (-0,5%).

Le MoDem progresse de 0,5 point à 4,5%. Lutte ouvrière (=), le NPA d'Olivier Besancenot (-0,5) et les listes d'alliance du NPA et du Front de gauche (+0,5) ont chacun 1,5% des intentions de vote. Alliance Ecologiste indépendante (=) et les divers droite (=) recueillent 1% des voix et les autres listes 3% (+1).

55% des personnes interrogées déclarent être sûres de leur choix, alors que 45% d'entre elles répondent qu'elle peuvent encore changer d'avis

*Sondage réalisé les 4 et 5 mars par téléphone auprès d'un échantillon de 830 personnes inscrites sur les listes électorales extrait d'un autre échantillon de 954 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus (méthode des quotas). Notice complète consultable auprès de la commission nationale des sondages.*



Politique

## Régionales: Sarkozy assure à nouveau que son rôle "n'est pas de rentrer dans la campagne"

AP | 09.03.2010

Alors que ses déplacements en région sont critiqués par l'opposition, à cinq jours des régionales, Nicolas Sarkozy a justifié mardi son déplacement dans le Doubs, expliquant à nouveau que son rôle "n'est pas de rentrer dans la campagne".

"Vous allez avoir des choix à faire (...) Ce sont des choix importants. Vous allez devoir choisir l'équipe qui va diriger votre région", a déclaré le chef de l'Etat à l'occasion d'une table ronde sur le thème du soutien à l'emploi et à la formation professionnelle, organisée à Pontarlier.

"Mon rôle de chef de l'Etat n'est pas de rentrer dans une campagne, qui est régionale et qui aura des conséquences sur l'équipe régionale qui dirigera la région", a-t-il affirmé, alors que les sondages donnent un net avantage à la gauche au niveau national, à quelques jours du scrutin.

"Bien sûr, ne soyons pas hypocrites, chacun sait quels sont mes amis, ceux qui me soutiennent et ceux qui ne me soutiennent pas -et ils sont parfaitement dans leur droit- mais je n'ai pas à interférer", a insisté M. Sarkozy.

"C'est un grand problème français que de confondre tout le temps les échéances", a-t-il poursuivi. "A élections régionales, conséquences régionales. A élections nationales, conséquences nationales".

"Il faut arrêter avec cette instabilité ministérielle où on change les ministres tout le temps, où dès qu'il y a un petit événement on vous demande des initiatives politiques, c'est pas une initiative politique qui vous donne du travail, qui vous donnera la sécurité, qui vous donne une formation", a ajouté le président.

"Moi j'ai à travailler pour cinq ans. Je dois être à votre écoute mais je ne dois pas confondre les rendez-vous", a-t-il assuré.

Et de conclure: "ils sont bien imprudents tous ces observateurs de dire que vous avez décidé avant même d'avoir décidé. Les Français n'aiment pas trop qu'on choisisse à leur place".

Le secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, également tête de liste de la majorité dans la région Franche-Comté, a à son tour défendu la visite présidentielle: "je crois vraiment que les socialistes francs-comtois n'ont pas de leçons à donner au président de la République, eux qui depuis des mois utilisent les moyens du conseil régional et l'argent du contribuable pour faire campagne", a-t-il rétorqué.

"Le président va dans les départements et dans les régions françaises toutes les semaines depuis qu'il est élu. Il y a des élections tous les ans", a-t-il ajouté. "Est-ce qu'il doit s'arrêter systématiquement un mois ou deux mois avant chacune des élections ?".

## Ile-de-France : les ambitions contrariées de Valérie Pécresse

Article paru dans l'édition du 10.03.2010

### La campagne

Pour la ministre de l'enseignement et de la recherche, Valérie Pécresse, les difficultés ont commencé bien avant le début de la campagne, en mars 2009, au sein de l'UMP, avec les primaires destinées à désigner la tête de liste régionale en Ile-de-France. Elle a finalement gagné, et très largement, avec 60 % des suffrages des militants, face à Roger Karoutchi, le patron des élus régionaux de la majorité présidentielle. Un an plus tard, les blessures ne sont pas refermées, les divisions au sein de la droite francilienne sont toujours vives. Dans une région où six départements sur huit sont à gauche, les récents dérapages de deux élus franciliens du Val-d'Oise à propos de la candidature de leur concurrent socialiste, Ali Soumaré, ont plombé un peu plus une situation déjà assombrie par des sondages donnant le président (PS) sortant, Jean-Paul Huchon, largement gagnant le 21 mars.

La campagne de la droite francilienne patine. Malgré la dream team féminine dont est entourée Valérie Pécresse - Chantal Jouanno, Nathalie Kosciusko-Morizet, Rama Yade -, sur laquelle veille personnellement le président. Et malgré la séance de recadrage que ce dernier a infligée aux têtes de liste UMP, mardi 2 mars. A gauche, Jean-Paul Huchon, président depuis 1998, savoure sa nouvelle popularité, et les écologistes se persuadent qu'ils peuvent encore damer le pion aux socialistes.

### Transports : galère et grands projets

C'est un thème omniprésent dans la campagne dont tous les candidats se sont emparés. Dans la région capitale, les distances domicile-travail s'allongent et les Franciliens passent en moyenne deux heures par jour dans des transports en commun de plus en plus saturés, souvent vieilliss, de moins en moins réguliers. A la tête du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) depuis 2006, Jean-Paul Huchon (PS) est le seul président de région à piloter l'ensemble du système, même si ses pouvoirs sont limités en matière d'investissements. La droite dénonce "*l'inertie*" de la région et met en avant le projet de rocade autour de la capitale, pièce maîtresse du Grand Paris dessiné par Nicolas Sarkozy. La gauche souligne les efforts financiers des collectivités, qui auront, sous la houlette de M. Huchon, consacré au STIF, en quatre ans, plus que l'Etat pendant trente ans.

### Le logement en crise aiguë

Chaque année, en Ile-de-France, le déficit de logements s'accroît de 30 000 unités et la ruée sur le logement social se poursuit dans une région où il représente pourtant le quart des résidences principales. Même si le logement ne fait pas partie des compétences obligatoires des régions, la situation impose à la plus riche d'entre elles de mettre la main au pot. Le conseil régional d'Ile-de-France fournit donc un effort important - mais relatif -, en appui des autres collectivités pour construire du logement social.

10/03/2010

## Les ambitions contrariées d'Europe Ecologie

**Au lendemain de leur brillant résultat aux élections européennes, les Verts se rêvaient devant le PS pour les régionales. Crédités de 13 à 14 % , ils revoient leurs ambitions à la baisse.**

Au lendemain de leur brillant résultat des européennes, les écologistes se voyaient devancer les socialistes aux régionales. Crédités de 13 % à 14 % des voix, ils revoient leurs ambitions à la baisse.

### · La phrase de la campagne

« *On ne renonce pas à l'idée d'être en tête dans une ou deux régions* », espère Cécile Duflot, la secrétaire nationale des Verts et tête de liste en Ile-de-France.

### · Le score de 2004

Avec 2,25 % réalisés au premier tour, les Verts -comme les autres listes écologistes -avaient réalisé un score confidentiel lors des précédentes élections régionales.

### · L'objectif

C'est le leader d'Europe Ecologie, Daniel Cohn-Bendit, qui résume le mieux les ambitions des écologistes. « *Si nous dépassons une nouvelle fois la barre des 15 %, alors nous serons devenus un élément incontournable du paysage politique français. Et si nous gagnons une région, tant mieux ! Ce serait un tremblement de terre ! Mais ne rêvons pas trop. Prendre une région n'est pas impossible, c'est juste improbable. Obtenir 15 % en revanche est un objectif ambitieux mais réaliste* », avait-il déclaré aux « Echos » le 29 décembre. Pour autant, chez les Verts, on regrette la communication d'objectifs aussi modestes. « *Comment remporter une région si l'on n'y croit pas vraiment soi-même ?* » s'interroge un proche de Cécile Duflot.

### · Les propositions phares

Pas facile d'identifier un programme précis, tant sur le site d'Europe Ecologie que sur celui des Verts. Certes, pour les écologistes, il s'agit de « *mieux produire, mieux consommer, mieux travailler pour vivre mieux* ». Plus précisément, Europe Ecologie propose une autre régulation économique et « *la transformation écologique de nos façons de produire, de travailler, de consommer et de vivre* ». Par ailleurs, les écologistes rejettent la compétition entre les régions et préconisent au contraire un partage des richesses entre elles. Ils souhaitent également aller plus loin dans la décentralisation et veulent faire des régions de « *véritables puissances publiques* ». Il veulent promouvoir la justice sociale, notamment en mettant en place un « *revenu minimum d'existence* ».

### · Le film de la campagne

En juin, pour les élections européennes, Europe Ecologie (16,28 % des voix) avait talonné le Parti socialiste (16,48 %). Dans la foulée, les déclarations des Verts étaient tonitruantes, fustigeant les querelles d'un PS incapable d'incarner l'avenir de la gauche... Mais les socialistes ont relevé la tête après leur université d'été à La Rochelle. Le PS, qui espérait seulement conserver 15 de ses 20 régions au mois de juin, a progressivement affiché son ambition de gagner les deux qui lui manquent ! Les écologistes, dont les électeurs sont souvent, peu ou prou, les mêmes que ceux des socialistes ont souffert de cette remontée des socialistes. Daniel Cohn-Bendit multiplie les meetings, mais ces élections, avant tout locales, gomment « l'effet Dany », qui, en outre, n'est pas candidat. Leader des Verts mais, manquant de notoriété, Cécile Duflot a été distancée dans les sondages par Jean-Paul Huchon, le président sortant de la région Ile-de-France.

### · Atouts et handicaps

Cette campagne n'est pas simple pour les écologistes. Premièrement, il s'agit pour eux de crédibiliser leur candidature autonome : pas facile de critiquer l'allié d'hier (qui redeviendra l'allié de demain) alors que l'on a cogéré les régions avec lui. Deuxièmement, n'ayant par le passé dirigé qu'une région, il leur est plus difficile de convaincre qu'ils sont en mesure de le faire, mieux que les autres. Troisièmement, leur théorie de la décroissance est assez impopulaire en période de crise et de montée du chômage. Il reste que, si, comme les sondages semblent l'indiquer, ils atteignent à nouveau un score à deux chiffres, ils pourront dire qu'ils se sont imposés comme la troisième force politique du pays.

**RENAUD CZARNES**

## **Des barons du PS volent au secours de Georges Frêche**

**La situation reste tendue au PS, où des élus régionaux défient la direction en allant soutenir le président de Languedoc-Roussillon.**

Le bureau national du PS devrait entériner mardi la mise à l'écart "de fait" d'une cinquantaine de militants restés fidèles à Georges Frêche. Une décision sans vote, conforme aux statuts du PS. Mais la situation est loin de s'apaiser après l'annonce faite par deux barons régionaux du PS, François Rebsamen et Gérard Collomb, de leur décision d'aller soutenir ces socialistes "en dehors du parti".

Le maire de Lyon et sénateur du Rhône sera le premier à se rendre à Montpellier. Georges Frêche a annoncé samedi la venue de "ce soutien de poids". "Comme Gérard Collomb, je n'ai pas de tabous idéologiques en économie. Nous nous appuyons tous deux sur le pragmatisme", déclare le président du conseil régional, qui présentera mardi son programme économique pour les régionales en Languedoc-Roussillon.

François Rebsamen se rendra à une date ultérieure en Languedoc-Roussillon, pour montrer sa "solidarité" à des élus "qui n'ont pas démérité". "Il est inenvisageable qu'il y ait la moindre sanction disciplinaire à leur encontre", a déclaré le sénateur de la Côte-d'Or et maire de Dijon, qui estime que la première secrétaire du PS, Martine Aubry, a "surréagi" dans l'affaire Frêche.

### **Provocation**

La direction du parti a dénoncé une "provocation qui n'apporte rien" et a réaffirmé son soutien à la maire socialiste de Montpellier. Après les propos de Georges Frêche sur la "tronche pas catholique" de Laurent Fabius, le PS a en effet investi Hélène Mandroux face au président de Languedoc-Roussillon, déjà exclu du PS en 2007, mais qui est demeuré le favori des sondages pour les régionales.

Hélène Fontanaud

Reportage

## A Montpellier, Martine Aubry et Georges Frêche à front renversé

Article paru dans l'édition du 10.03.10

Martine Aubry avait peaufiné sa brève incursion, lundi 8 mars, à Montpellier, sur les terres de Georges Frêche. Pour venir soutenir Hélène Mandroux, partie défier les listes du président sortant (divers gauche) de la région Languedoc-Roussillon, rien n'avait été laissé au hasard. Ni la date - le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes - ni le choix de l'escorte ; l'ancienne ministre Elisabeth Guigou, la maire de Reims Adeline Hazan, les députées Aurélie Filippetti et Valérie Fourneyron, maire de Rouen.

En fin de matinée, la première secrétaire du PS a d'abord participé à une réunion studieuse en compagnie d'une centaine de femmes, installées en arc de cercle sous les voûtes de la très belle salle Pétrarque. Pas un mot sur Georges Frêche, tout juste une allusion à ses *"méchantes blagues"* aux relents *"racistes ou antisémites"*. Lors de la conférence de presse qui suit, M<sup>me</sup> Aubry change de registre. Elle qui s'était jusqu'alors gardée de réagir aux provocations de son adversaire manie l'humour décalé et la parodie.

Après avoir remis à la maire de Montpellier un *"foulard fleuri et très coloré car, nous, on aime les hommes et les femmes de toutes les couleurs"*, la première secrétaire exhibe un volumineux "panier garni" destiné à "Georges" afin *"de l'aider à ne pas être le macho qu'il veut être"* et dont elle a détaillé le contenu. Une sélection de films de Brad Pitt - dans un entretien, le président de la région s'était comparé à l'acteur - et plusieurs ouvrages supposés conforter ou contrarier *"le machisme"* de Georges Frêche. Dont un précis illustré d'ornithologie *"afin que le président de la région qui me traite régulièrement de noms d'oiseaux ne perde pas l'inspiration"*, a expliqué la maire de Lille.

Martine Aubry sort aussi un livre intitulé *La Communication non-violente au quotidien*, un exemplaire de l'hebdomadaire *France Football* et un autre de *Têtu*, le mensuel gay. Puis elle reprend l'avion pour Paris, visiblement satisfaite de son effet.

En réponse, les pro-Frêche avaient prévu en fin d'après midi un *"apéritif féminin et citoyen"*. Dans un café bondé du centre-ville, une centaine de supportrices accueillent *"le président"* sous les vivats. Aucun cadeau (empoisonné) de bienvenue à destination de la première secrétaire n'avait été prévu. Georges Frêche se contente du programme minimum en regrettant *"les singeries"* de la première secrétaire. *"Je n'ai rien contre Martine"* qui *"est venue à Montpellier avec diverses princesses de sa cour visiter le bon peuple"*, a-t-il insisté.

Se posant en apôtre du féminisme, le président de la région assure que *"la Journée de la femme, cela ne doit pas être le 8 mars mais tous les jours"* et décide qu'à l'avenir, il prendra directement sous sa coupe la délégation régionale aux droits des femmes.

Cependant, au fil du débat, le flegme de Georges Frêche se lézarde. *"A Lille, ils aiment Pierre Mauroy ; avec lui, ils chantent Mon P'tit Quinquin. Martine, elle, vient de Paris ; dès qu'elle quitte son 7<sup>e</sup> arrondissement, elle ne se sent plus trop dans son élément"*, finit-il par lancer. *"Apéro !"*, scandent des voix dans l'assistance. Commentaire, sourire en coin, d'une militante : *"Il était temps ; il allait dire des conneries."*

Jean-Michel Normand

## **Le Front national se rêve en arbitre**

Le parti de Jean-Marie et Marine Le Pen veut montrer qu'il n'est « *pas mort* ». Il espère se maintenir au second tour dans la moitié des circonscriptions.

### **· La phrase de la campagne**

« Défendons nos couleurs ». C'est le slogan que s'est choisi le Front national, dès l'automne, pour ces élections régionales. La photographie qui l'illustre montre un poing brandi serrant le drapeau tricolore. Une volonté manifeste de surfer sur le débat sur l'identité nationale. « *N'ayons pas honte de l'amour que nous portons à notre pays. C'est le point d'orgue de notre combat* », a insisté ce week-end Jean-Marie Le Pen, en concluant à Marseille son dernier meeting de campagne.

### **· Le score de 2004**

Avec une moyenne de 14,7 % au premier tour, le parti d'extrême droite avait joué les trouble-fêtes aux dernières régionales et contribué à la cinglante défaite de l'UMP au second. Le FN avait pu se maintenir dans 17 régions métropolitaines, faisant réellement perdre la droite dans 10 d'entre elles. Il avait notamment approché la barre des 23 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Picardie. Jean-Marie Le Pen n'avait pu alors se présenter en Paca pour des raisons administratives. Sa fille Marine, aujourd'hui dans le Nord - Pas-de-Calais, était candidate en Ile-de-France (12,2 %).

### **· L'objectif**

Le FN espère apporter la preuve qu'il n'est « *pas mort* », même s'il a subi plusieurs revers électoraux et est financièrement exsangue depuis les législatives de 2007. Mais faire plus qu'aux dernières européennes (6,34 % des suffrages exprimés) ne suffira pas. Pour retrouver son pouvoir de nuisance, le Front veut dépasser la barre des 10 % dans un maximum de régions pour contraindre la majorité à des triangulaires. Dans « *douze à quatorze régions* », a pronostiqué Jean-Marie Le Pen, qui veut réussir sa sortie et transmettre, probablement à sa fille, un parti en bon état. Les élections régionales ont pour le FN une importance supplémentaire : disposer d'un réseau d'élus locaux facilite l'obtention des 500 parrainages nécessaires pour se présenter dans la course à l'Elysée en 2012.

### **· Les propositions phares**

Pour retrouver les électeurs que lui avait pris Nicolas Sarkozy en 2007, le FN en revient à ses vieilles recettes : l'insécurité et surtout l'immigration, Jean-Marie Le Pen et ses troupes faisant de toute manière le lien entre les deux. Ses principales propositions, qui concernent peu la région, n'ont pas changé d'un iota : « *inverser le courant migratoire* » en supprimant droit du sol, double nationalité et discrimination positive, remplacés par le principe de la « *préférence nationale* ». « *L'immigration coûte 70 milliards d'euros par an* », fustige le leader frontiste. S'y ajoute la dénonciation de la mondialisation et de la construction européenne, accusées de ne pas protéger les salariés français.

### **· Le film de la campagne**

Le FN est parti à la bataille dès septembre. Avec une cible privilégiée : Nicolas Sarkozy, qualifié de « *roi de l'impuissance* » et raillé pour son « *incapacité à tenir les promesses qu'il fait de façon péremptoire et énergique* ». « *Avez-vous voté Sarkozy pour ça ?* », interrogent les tracts frontistes, ciblant l'électorat populaire. Le parti a d'abord progressé dans les sondages à la faveur du débat sur l'identité nationale. Grâce, aussi, à la polémique, lancée par Marine Le Pen, autour des écrits de Frédéric Mitterrand. Mais, dans la dernière ligne droite, il semble se stabiliser à quelque 9 % des intentions de vote au niveau national.

### **· Atouts et handicaps**

Alors que les scrutins intermédiaires sont souvent propices au vote sanction, le FN peut profiter du contexte de crise et des déceptions suscitées par Nicolas Sarkozy dans une partie de l'électorat de droite. Mais le Front national pâtit d'une certaine usure. Agé de quatre-vingt-un ans, Jean-Marie Le Pen occupe la scène politique depuis un demi-siècle.

**PIERRE-ALAIN FURBURY**